

Tableau de bord de la politique économique

Tableau de bord annuel la compétitivité française en 2009



Coe-Rexecode

NOVEMBRE 2009



Tableau de bord annuel

La compétitivité française en 2009

Les tableaux de bord de la politique économique sont disponible en ligne à cette adresse :
www.coe-rexecute.fr/public/Indicateurs-et-graphiques/Tableaux-de-bord-de-la-politique-economique



Sommaire

Définition et méthodologie retenue	2
Evolutions récentes de la compétitivité de la France : le constat	3
Les déterminants de la compétitivité	3
Les Indicateurs de performances	5
Revenu par habitant	6
Solde commercial et solde de la balance des services	7
Pénétration du marché intérieur : taux de pénétration des importations	8
Pénétration du marché intérieur : comparaison internationale	9
Pénétration des marchés extérieurs : parts de marché à l'importation	10
Performance relative à l'exportation : exportations de marchandises	11
Performance relative à l'exportation par grandes zones :	
exportations de marchandises	12
Performance relative à l'exportation par type de produit : exportations de biens . .	13
Performance relative à l'exportation : exportations de services	14
Les déterminants de la compétitivité	15
Les évolutions des prix à l'exportation	16
Les évolutions des coûts salariaux horaires	17
Les évolutions des coûts salariaux unitaires	18
Productivité apparente du travail	19
Résultats d'exploitation dans l'industrie manufacturière	20
Innovation : dépenses intérieures en R & D	21
Innovation : dépenses intérieures en R & D des entreprises	22
Innovation : familles de brevets triadiques	23



Définition et méthodologie retenue

La définition de la compétitivité d'une économie retenue dans le cadre de ce tableau de bord est fondée sur deux éléments :

- L'aptitude de l'économie à produire des biens et des services qui satisfont au test de la concurrence internationale
- L'aptitude à augmenter simultanément et de façon durable le niveau de vie de sa population.

La première partie de ce tableau de bord présente les indicateurs permettent d'apprécier l'évolution de la compétitivité de l'économie française de ce double point de vue. La seconde partie présente l'évolution des déterminants de la compétitivité (coûts relatifs, efforts de marge, dépenses en R&D...).



Evolution récente de la compétitivité de la France : le constat

Un recul prolongé des parts de marché détenues par les exportateurs français est intervenu de 1999 à 2006. Il paraît endigué. La part des exportations françaises dans les exportations de la zone euro s'est stabilisée à un niveau bas en 2007 et 2008. Elle s'est redressée à partir de la fin de l'année dernière. Ce redressement illustre un recul moins prononcé des exportations françaises de marchandises durant la période de récession de l'économie mondiale que celui subi par les exportations effectuées depuis la zone euro. A l'automne 2009, le niveau des exportations françaises de marchandises est inférieur de 17 % à son précédent point haut inscrit à l'été 2008.

La profonde récession économique mondiale intervenue fin 2008 et début 2009 n'a pas été ressentie avec la même intensité d'une économie à l'autre. Les réponses qui lui ont été apportées ont également divergé entre les économies. Les évolutions relatives de plusieurs indicateurs classiques de la compétitivité ont ainsi pu être fortement perturbées au cours de la période récente.

Au-delà des effets différenciés du choc conjoncturel sur les économies nationales, la stabilisation puis la remontée des parts de marché paraît relativement générale. Elle s'observe pour la plupart des marchés à l'exportation. Elle intervient dans le domaine des échanges de biens comme pour les échanges de services. Elle s'opère également alors que les évolutions relatives de déterminants traditionnels de la compétitivité sont devenues moins défavorables à la compétitivité de l'économie française. Les coûts salariaux horaires et unitaires en France et dans l'ensemble de la zone euro ont ainsi évolué à un rythme relativement proche en 2007 et 2008 alors qu'ils progressaient tendanciellement plus vite en France que dans la zone euro jusqu'alors. La récession industrielle a moins pesé sur les marges d'exploitation des entreprises industrielles en France que cela n'a été le cas dans l'ensemble de la zone euro. L'écart dans l'évolution des marges qui s'était creusé de 1999 à 2008 entre l'industrie installée en France et dans la zone euro n'est toutefois pas intégralement comblé. Cette situation peut freiner le potentiel d'investissement en France relativement à l'ensemble de la zone euro. En particulier, le recul des marges industrielles intervenu en France depuis 2000 peut aider à expliquer la moindre progression des dépenses en R&D des entreprises industrielles en France relativement à celle observée notamment en Allemagne.



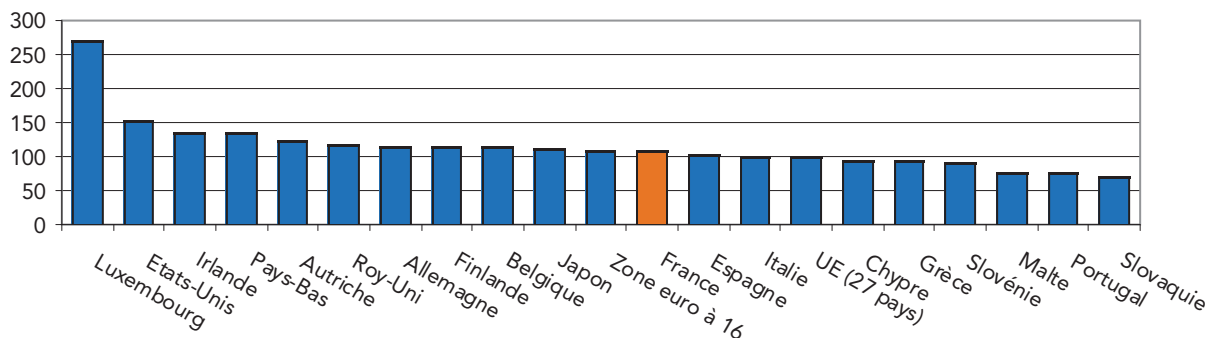
Les indicateurs de performances



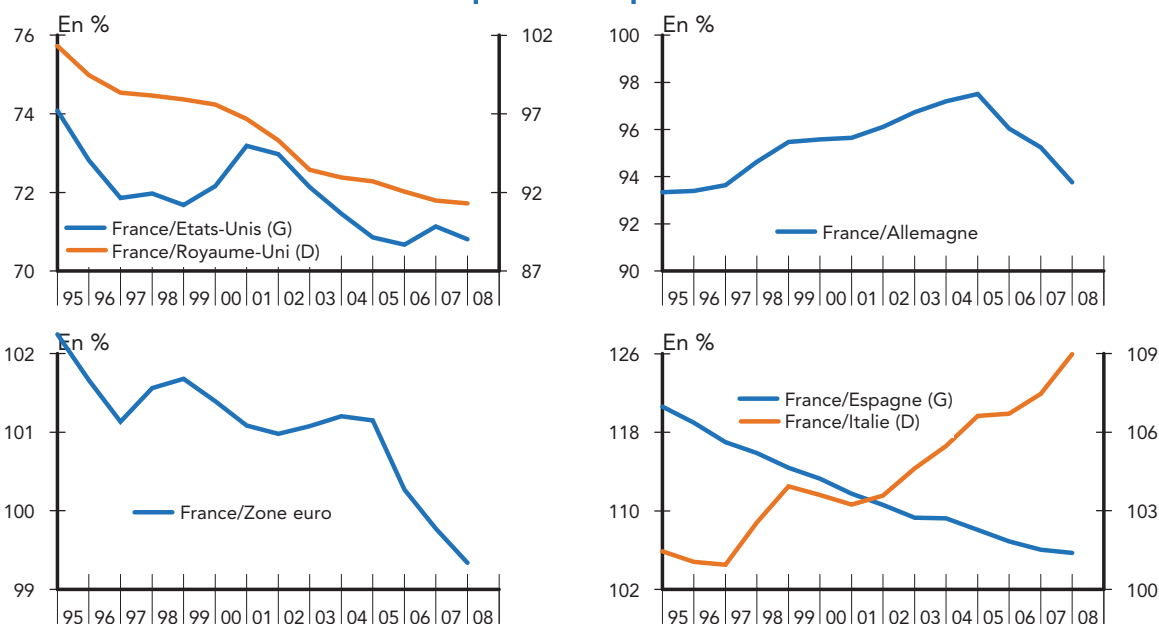
Revenu par habitant

En 2008, la France s'est classée au huitième rang en termes de PIB par habitant en Standard de Pouvoir d'achat (SPA) parmi les 16 pays de la zone euro. Son PIB par habitant en SPA s'inscrit également à un niveau inférieur de 30 % à celui des Etats-Unis et de 8 % à celui du Royaume Uni. Il se situe également légèrement en deçà de celui de l'Allemagne et de la zone euro à 16, les écarts étant toutefois trop faibles pour être significativement différents de la marge d'erreur associée à cette statistique. Le PIB par habitant de la France est devenu inférieur à celui de la zone euro depuis 2007. L'écart par rapport à l'Allemagne s'est à nouveau creusé à partir de 2003 (sous l'effet d'une croissance démographique plus dynamique en France et d'une moindre croissance française), comme avec le Royaume Uni et les Etats-Unis. La crise a eu pour effet de baisser le niveau du PIB par habitant dans tous les pays en 2008. En 2009, il est probable que le PIB par habitant reculera moins en France que dans la zone euro.

PIB par habitant en SPA en 2008
(UE 27 = 100)



Evolutions comparées : PIB par habitant en PPA



© Coe-Rexecode

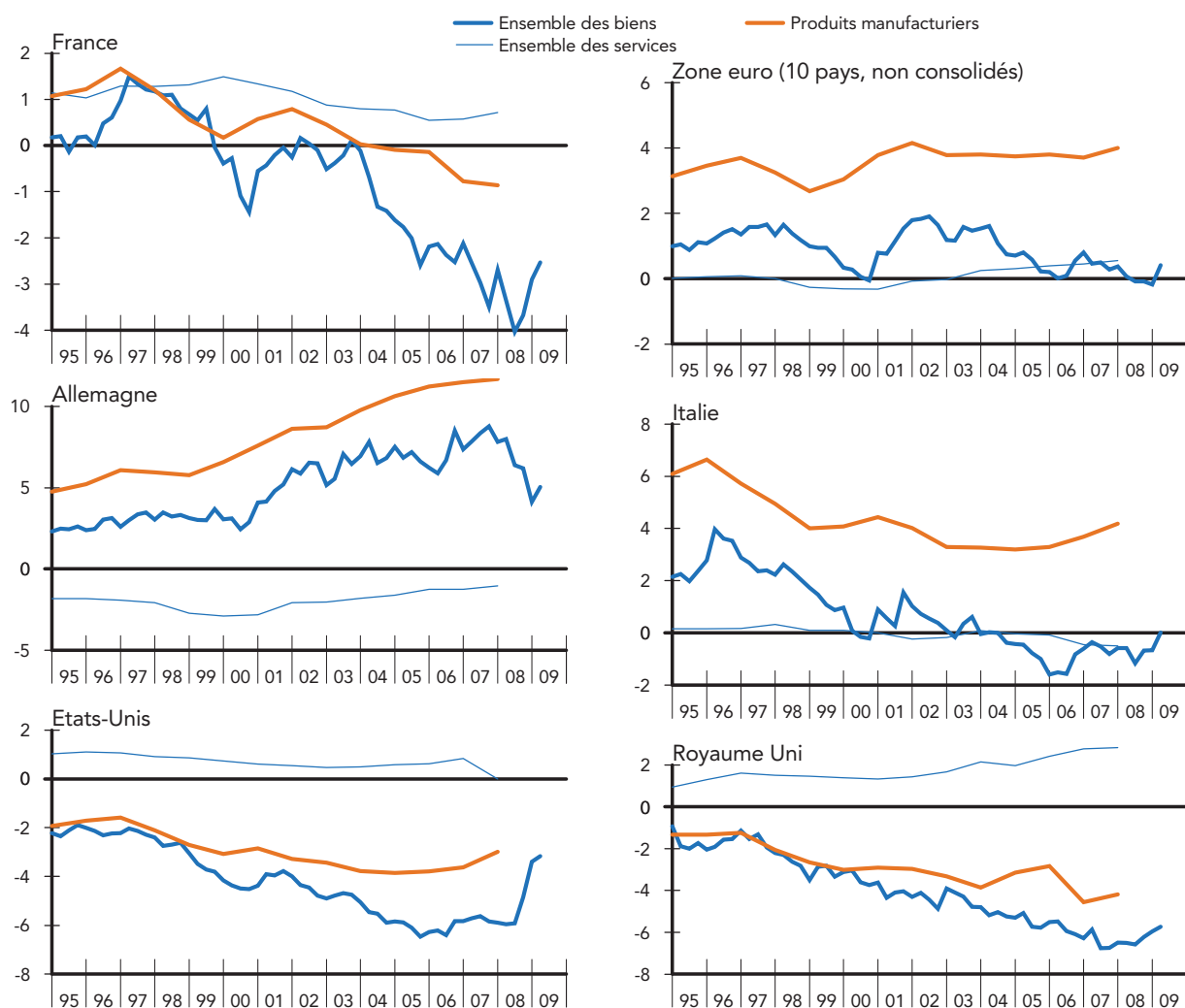


Solde commercial et solde de la balance des services

Après s'être nettement creusé à partir de début 2004, le déficit commercial français s'est réduit depuis le troisième trimestre 2008 lorsqu'il a atteint son point le plus bas (-4% du PIB). Ceci est dû en grande partie à la réduction de la facture pétrolière, mais aussi à une réduction du déficit des échanges de produits industriels. L'excédent de la balance des services avait reculé de 1,5 % du PIB en 2000 à 0,4 % en 2007. Il est stabilisé à 0,5% depuis début 2008.

Ces évolutions ne sont pas propres à la France. Le Royaume Uni et les Etats-Unis ont affiché un déficit commercial proche de 6% du PIB au deuxième trimestre 2008. Il s'est vivement réduit depuis (-3% du PIB au premier trimestre 2009 aux Etats Unis). Une contrepartie de la réduction des déficits des pays précédents est la baisse de l'excédent allemand. Il était de 8,5% du PIB à son pic en 2007, il est redescendu à 4% fin 2008.

Solde commercial et solde de la balance des services (en % du PIB)



Source : OCDE, Eurostat, instituts statistiques nationaux

© Coe-Rexecode



Pénétration du marché intérieur

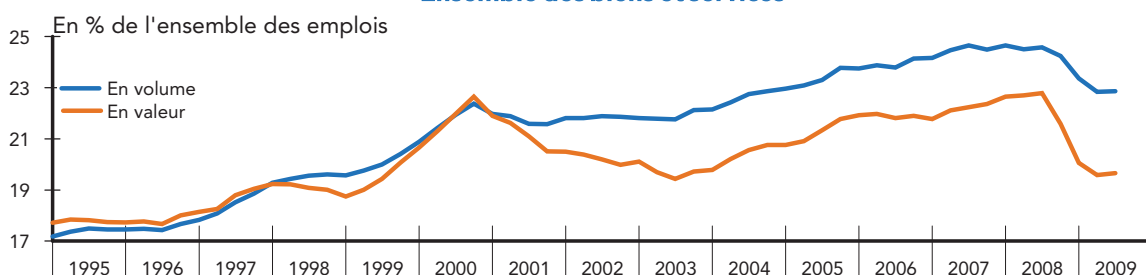
Taux de pénétration des importations

La mesure du taux de pénétration d'une économie par les importations consiste à rapporter le montant des importations à celui des ressources utilisées au sein de cette économie. Elle peut être établie en valeur comme en volume.

Une des conséquences de la récession a été la forte chute des taux de pénétration des importations. Après une augmentation quasi-continue depuis 1995, le taux de pénétration en volume retrouve au deuxième trimestre 2009 son niveau de 2004. Toutefois, au sein des échanges de produits industriels, tous les secteurs ne connaissent pas la même évolution. Depuis le deuxième trimestre 2008, le taux de pénétration des importations de l'ensemble des produits industriels a diminué de 1,6 point et celui des biens de consommation s'est seulement stabilisé.

France : Taux de pénétration des importations

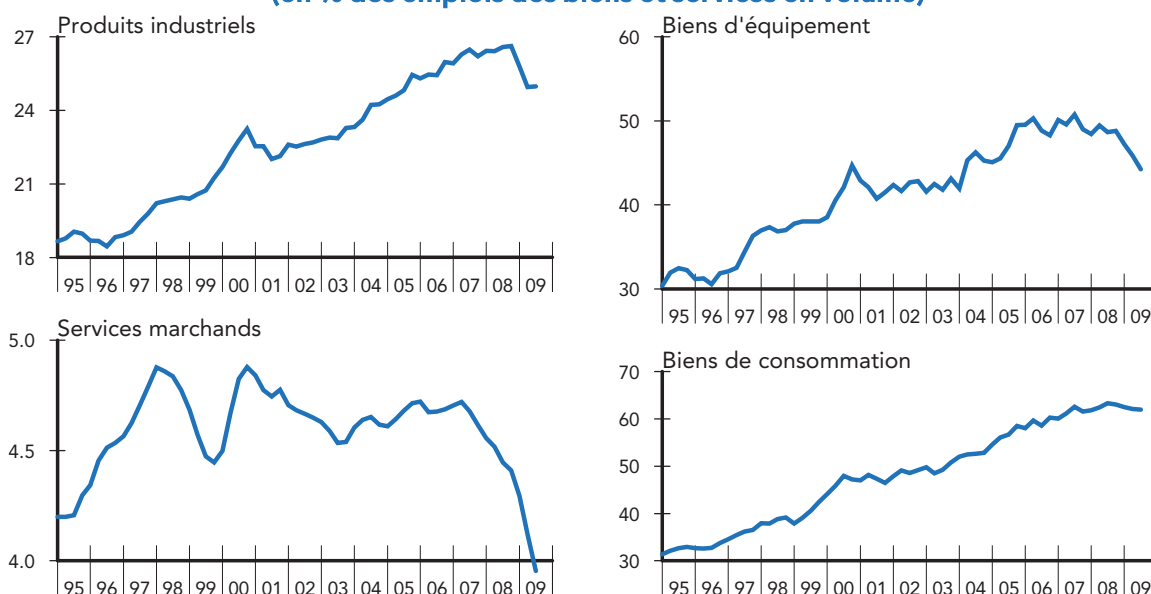
Ensemble des biens et services



Source: Insee

© Coe-Rexecode

France : Taux de pénétration des importations (en % des emplois des biens et services en volume)



© Coe-Rexecode

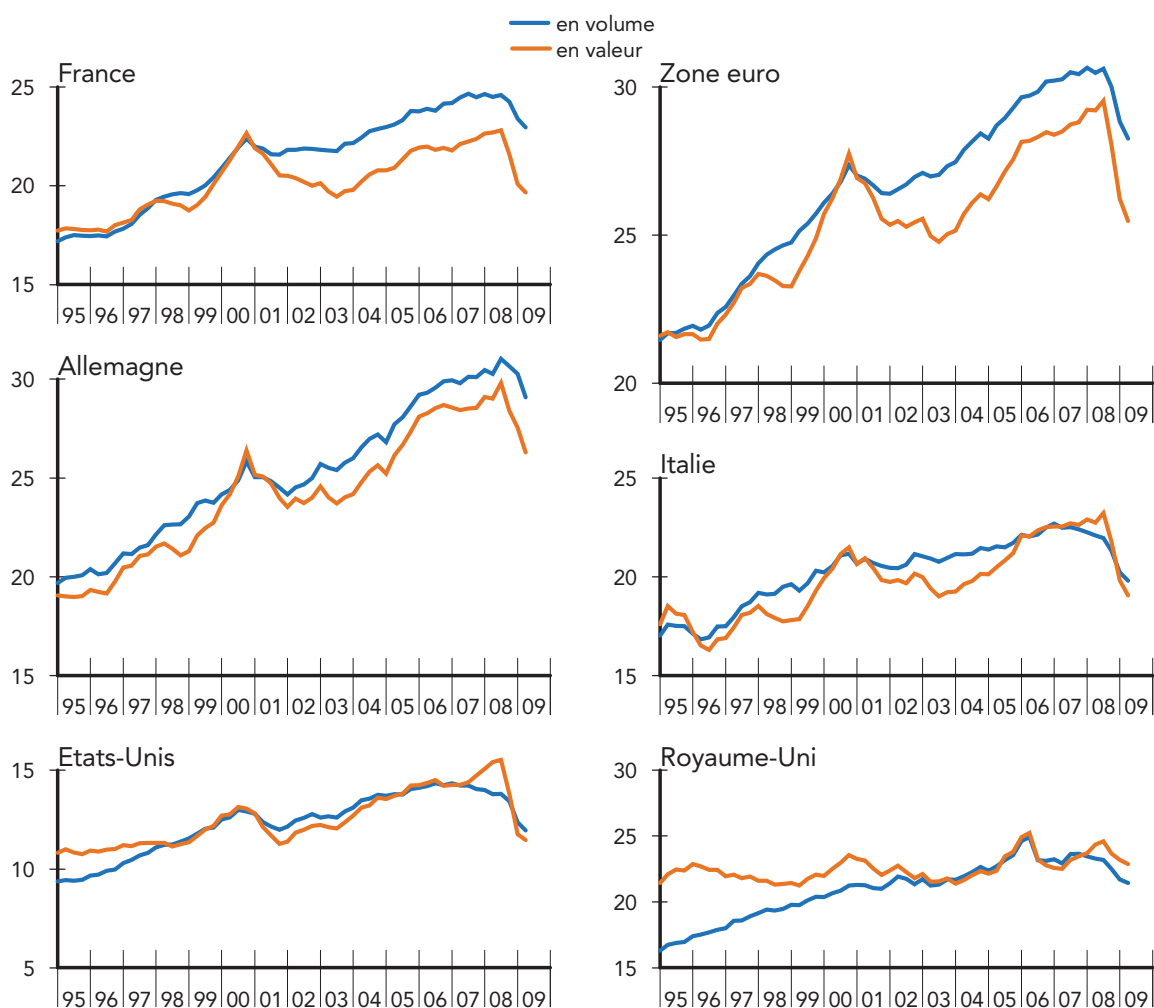


Pénétration du marché intérieur

Comparaison internationale

La pénétration croissante du marché intérieur français par les importations, ainsi que sa chute consécutive à la récession, est un phénomène qui s'observe dans la plupart des économies développées. En Allemagne, sur les quatre derniers trimestres, le taux de pénétration des importations en volume a chuté de 1,9 point en raison d'une baisse de 20 % des importations. Les importations en volume ont baissé 2,4 fois plus vite que les ressources en zone euro, 2,8 pour l'Italie et 4,8 pour les Etats-Unis. Depuis le début du retournement, la baisse des ressources en volume, en France, a été la plus faible (-5,8%), mais la baisse des importations en volume a été aussi relativement la plus faible (-18,9%) parmi les pays de la zone euro. Toutefois, le Royaume-Uni a connu une baisse moins importante.

Comparaison internationale du taux de pénétration des importations (importations / PIB + importations, en %)



Source: Comptabilités nationales

© Coe-Rexecode



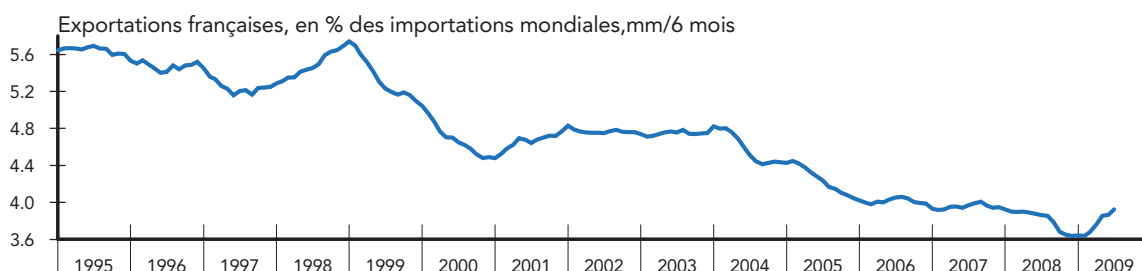
Pénétration des marchés extérieurs

Parts de marché à l'importation

A partir de la mi-1999, les parts de marché mondiales à l'importation de la France en valeur, définies comme le rapport entre les exportations de la France et les importations mondiales exprimées en dollars courants, ont vivement baissé. Cette évolution n'est pas spécifique à la France. Parmi les pays de vieille industrialisation, seule l'Allemagne a vu sa part du marché mondial à l'importation s'accroître depuis 2000. La remontée de la part du marché mondial détenue par la France intervenu à partir du printemps s'explique en partie par un effet statistique lié à la réappréciation de l'euro.

Plus significatif, une stabilisation des parts de marchés s'opère depuis 2006 sur plusieurs marchés. La part des produits importés depuis la France dans les importations américaines, britanniques et asiatiques est stabilisée. Néanmoins, la France n'est plus le cinquième exportateur mondial, elle est dorénavant précédé par les Pays-Bas : leur activité de réexportation est en pleine croissance.

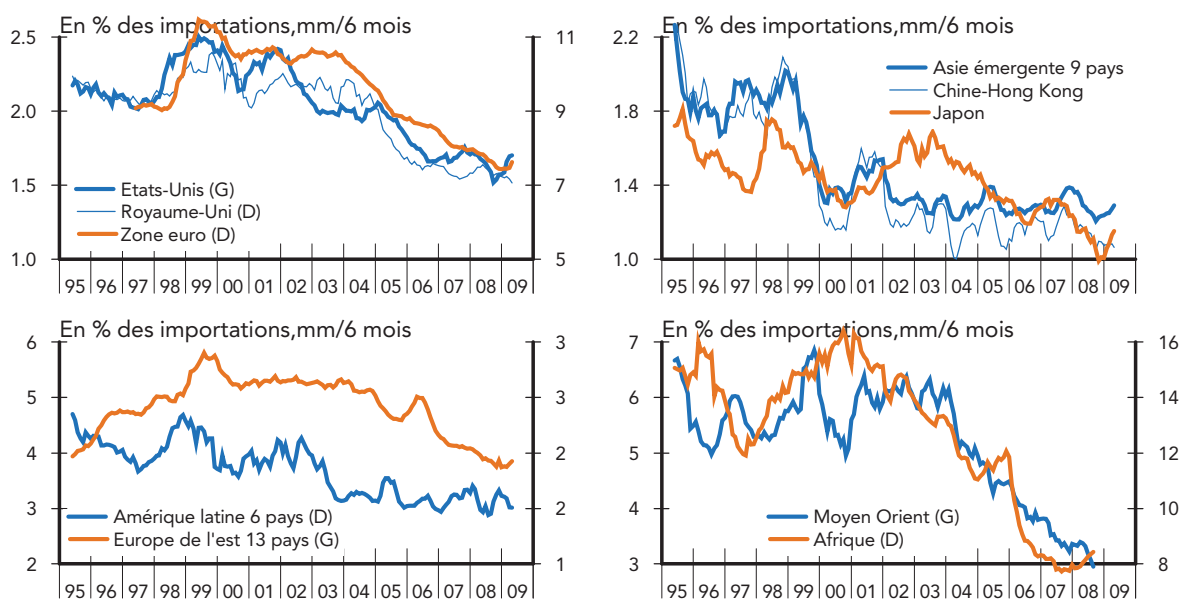
Parts du marché mondial à l'importation détenue par les exportations françaises (ensemble des biens, valeur)



Source : Douanes nationales

© Coe-Rexecode

sur les principaux marchés (ensemble des biens, en valeur)



Source: FMI, DOTS

© Coe-Rexecode

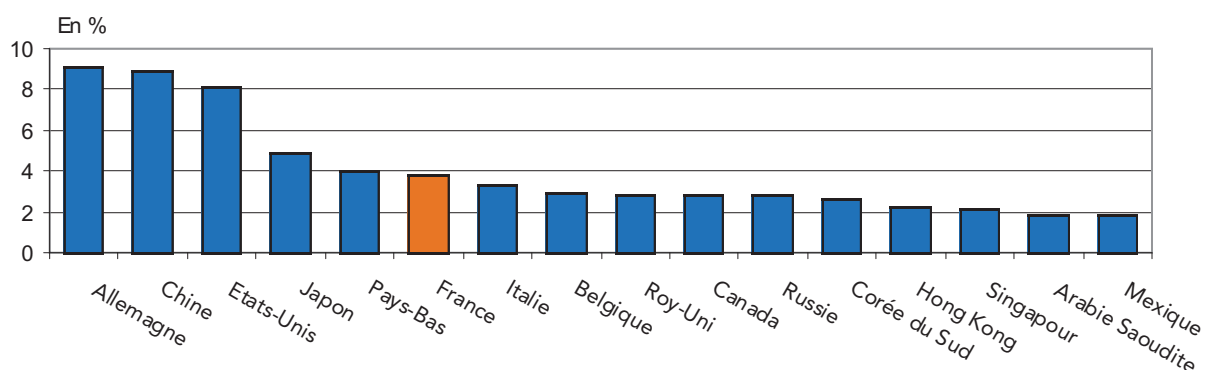


Performance relative à l'exportation

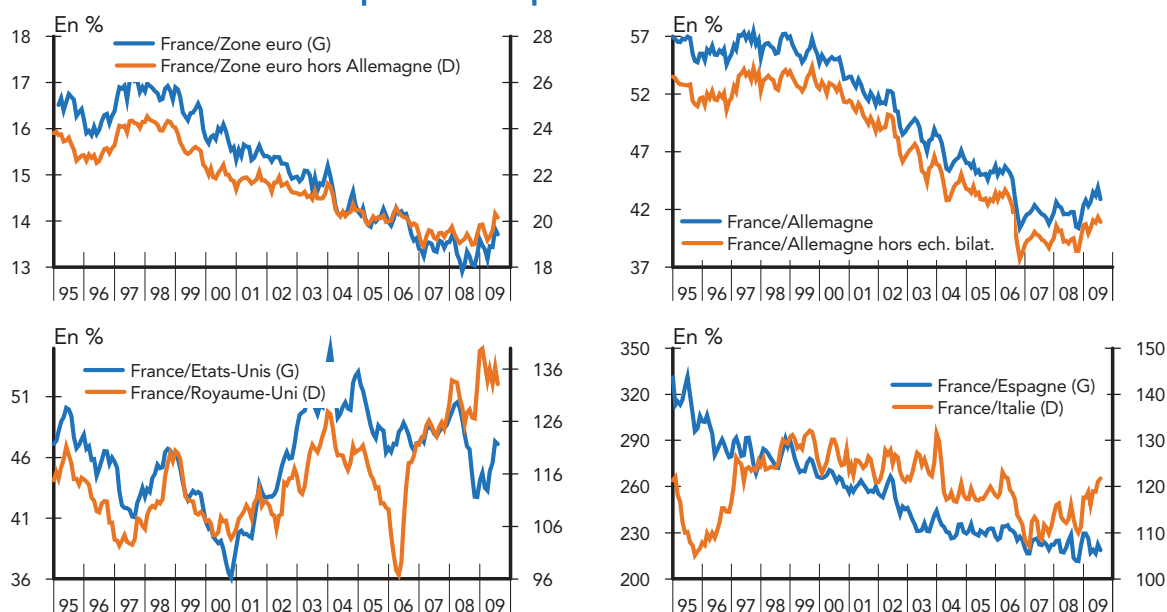
Exportations de marchandises

Le recul du poids des exportations de la France (en dollars courants) dans les importations mondiales observé notamment à partir de 1999 n'est expliqué qu'en partie par les variations du taux de change ou par les modifications de prix relatifs résultant en particulier des fluctuations du cours des matières premières. De fait la valeur des exportations de la France a progressé nettement moins vite au cours des dernières années comparativement à celles de pays qui partagent la même monnaie, qu'il s'agisse de la zone euro, ou des trois pays de taille comparable (Italie, Allemagne et Espagne). Une stabilisation voire un redressement s'observe toutefois sur la période récente: les exportations de la France ont moins reculé que les exportations allemandes ou italiennes fin 2008-début 2009. La France a ainsi retrouvé son niveau relatif de 2006 par rapport à l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie ou encore la zone euro.

Classement des pays selon le poids de leurs exportations dans les exportations mondiales de biens, exprimées en dollars courants, en 2008



Evolutions comparées des exportations de marchandises en valeur



Source: Douanes nationales et Eurostat

© Coe-Rexecode

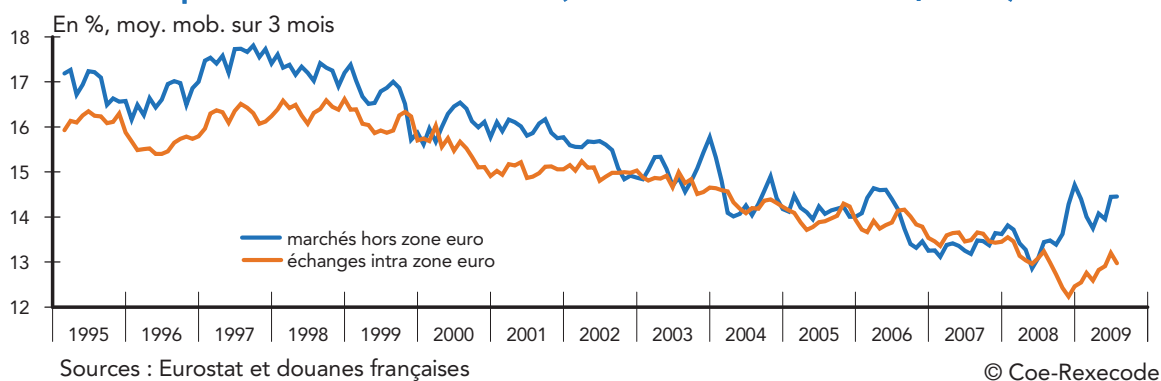


Performance relative à l'exportation par grandes zones

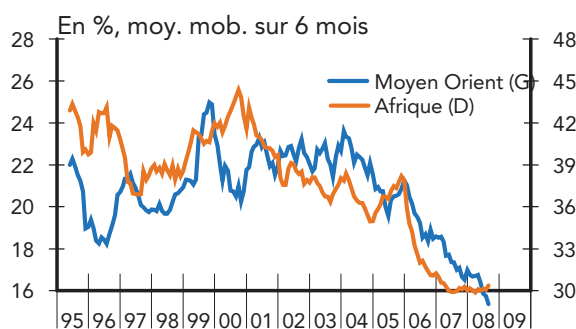
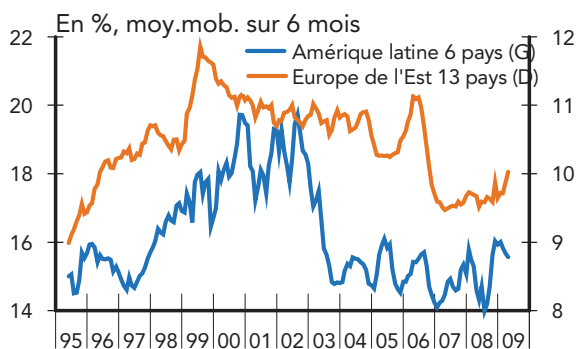
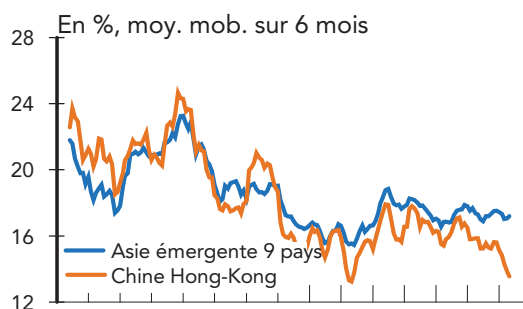
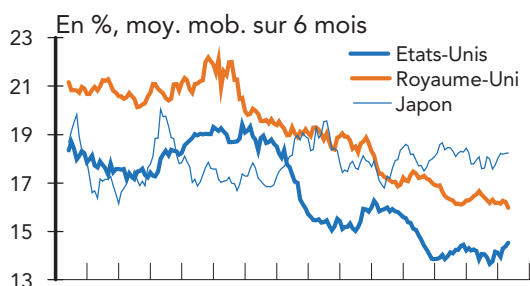
Exportations de marchandises

Alors que le décrochage de la valeur des exportations de la France par rapport à celle de la zone euro observé à partir de 1999 apparaissait davantage comme un problème de performance globale que comme un problème de performances spécifiques sur certains marchés, la situation récente montre une légère divergence. En effet, la part des exportations françaises à destination des marchés situés hors de la zone euro dans les exportations de la zone euro augmente depuis le deuxième trimestre de 2008. Cette situation s'explique principalement grâce à un moindre décrochage de la demande en produits français des pays de l'Europe de l'est et des Etats-Unis. La situation tend à se stabiliser sur l'Amérique latine, le Japon et l'Asie émergente (hors Chine). Sur le marché interne de la zone euro, une légère remontée de la part des exportations françaises s'observe également en 2009, mais cette part est encore très inférieure à celle observée en 2007.

Exportations France / zone euro (ensemble des marchandises, valeur)



Exportations France/zone Euro (ensemble des marchandises, valeur)



Source: FMI, DOTS

© Coe-Rexecode

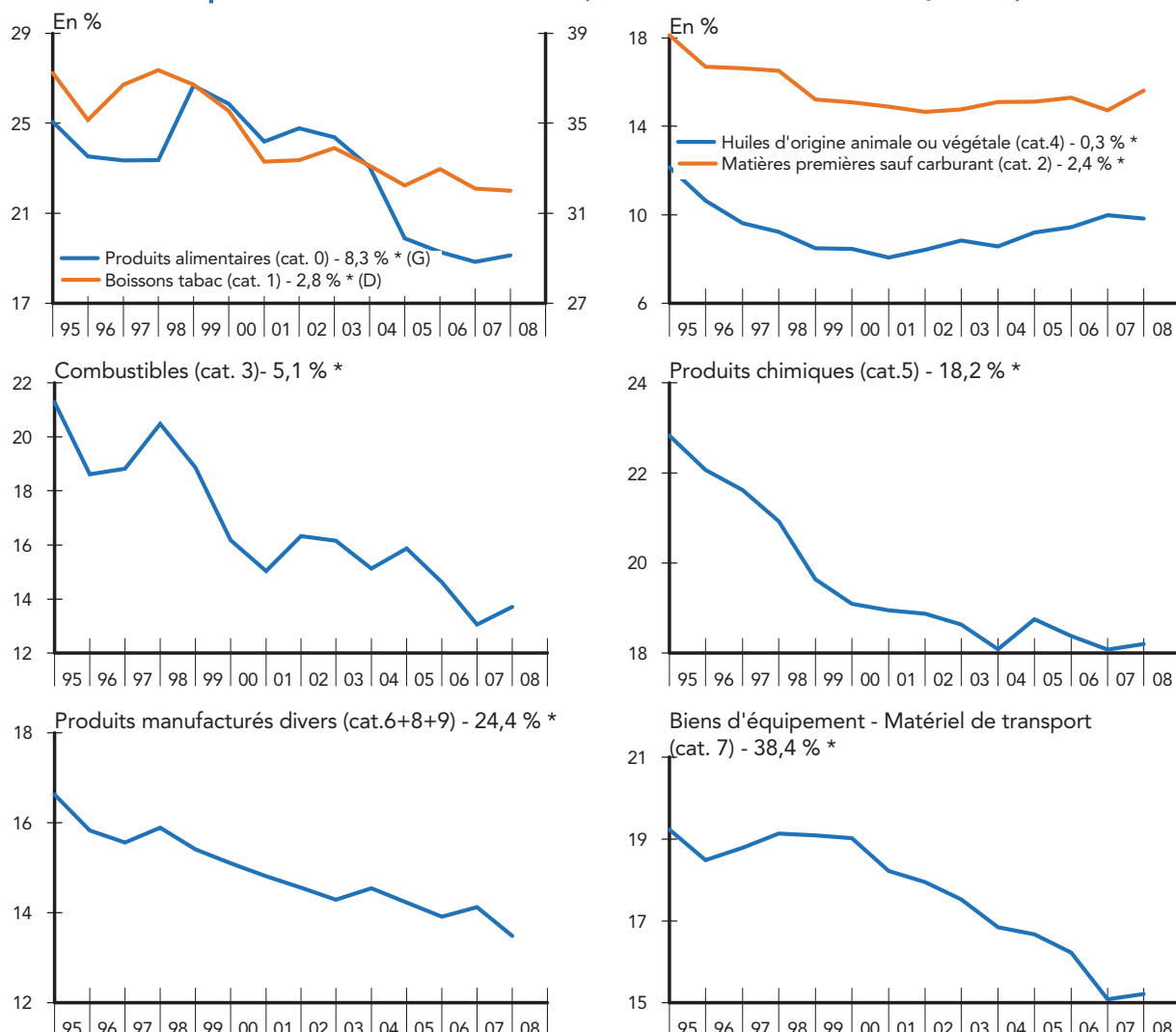


Performance relative à l'exportation par type de produit

Exportations de biens

Le décrochage observé à partir de 1999 de la valeur des exportations de la France par rapport à celle des exportations de la zone euro (non consolidée) prise dans son ensemble apparaît également davantage comme un problème de performance globale que comme un problème de performances spécifiques à certaines catégories de produits. Le poids des exportations de la France, en dollars courants, dans les exportations des neuf principaux pays de la zone euro pour lesquels l'information est disponible, a en effet reculé sur toutes les grandes catégories de produits de la nomenclature (SITC Rev 3) entre 1995 et 2007. Cependant, en 2008, une stabilisation, voire une légère remontée de la part de marché s'opère pour la majorité des produits. Les produits manufacturés (hors matériel de transports, produits chimiques) font exception, les exportations de la France reculant encore relativement à celles de la zone euro. Ces derniers produits représentent 24,4% des exportations françaises en valeur.

Exportations France/zone euro** (ensemble des marchandises, valeur)



* Poids des exportations de chaque catégorie de produit dans les exportations totales de la France en valeur

** zone euro à 9 hors Grèce, Belgique et Luxembourg

Source : OCDE

© Coe-Rexecode



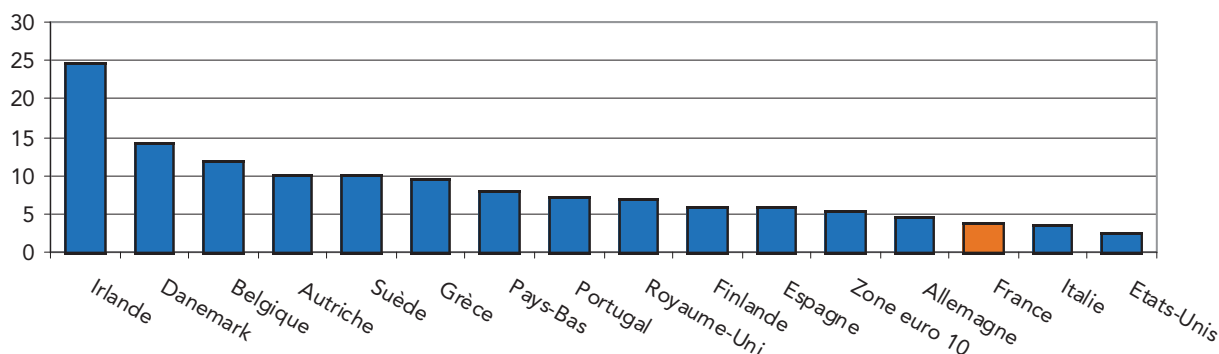
Performance relative à l'exportation

Exportations de services

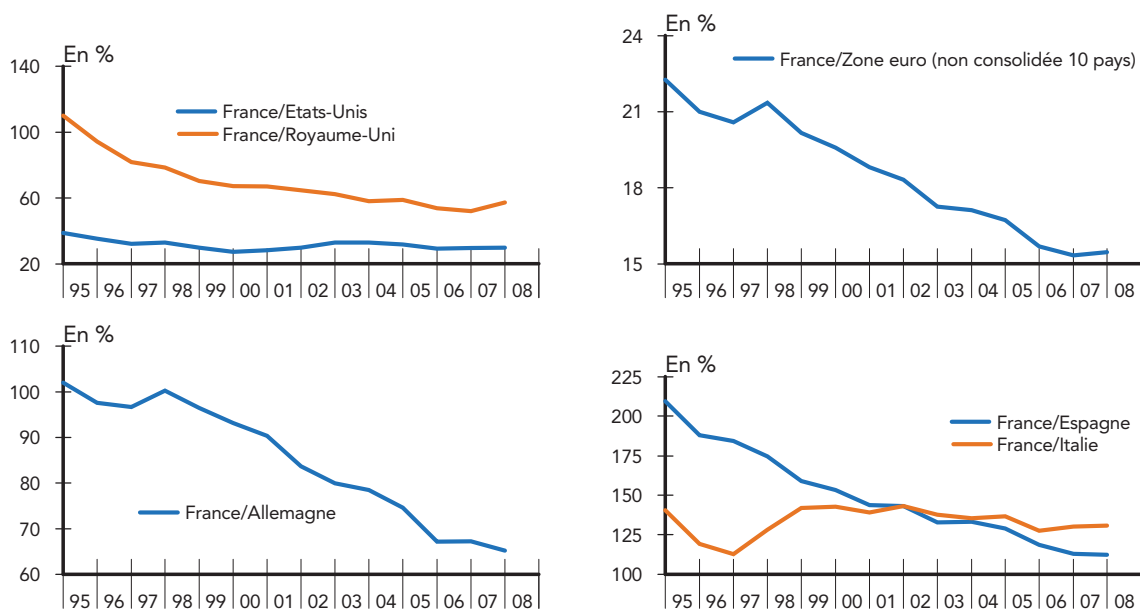
En France, les exportations de services (y compris les recettes liées aux voyages effectués par des non-résidents sur le territoire français) sont d'un montant équivalent à 3,8 % du PIB en 2008. Celui des exportations de marchandises dans le PIB est de 20,8 %. Le poids des exportations de services dans l'économie française reste ainsi en retrait de celui atteint dans d'autres économies développées comme le Royaume-Uni où il avoisine 7 % du PIB. Il est également inférieur à celui qui est observé en Allemagne (4,6%).

A l'image de ce qui s'observe pour les échanges de marchandises, le poids des exportations françaises de services dans celles effectuées par les autres économies développées recule de manière régulière depuis plusieurs années. Mais une stabilisation s'opère depuis 2007 relativement au Royaume-Uni, à l'Espagne, à l'Italie, à la zone euro ou encore aux Etats-Unis. Seule l'Allemagne a une meilleure dynamique que la France concernant ses exportations de services.

Classement des pays selon le poids de leurs exportations de services dans le PIB en %



Evolutions comparées des exportations de services (valeur)



Source: Eurostat

© Coe-Rexecode



Les déterminants de la compétitivité

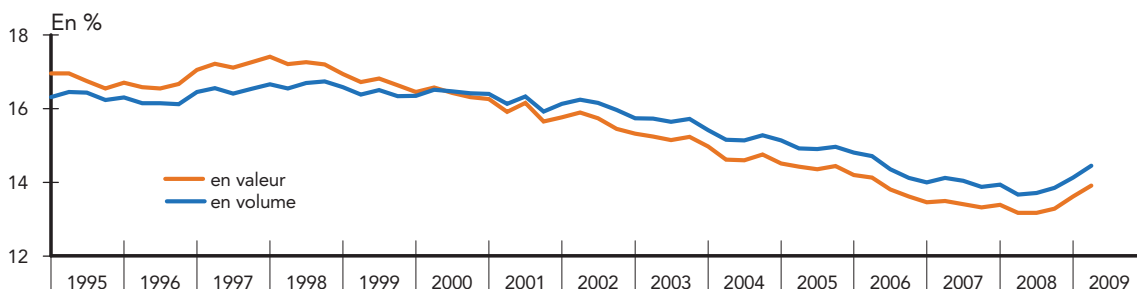


Les évolutions des prix à l'exportation

Les évolutions relatives des prix à l'exportation de l'ensemble des biens et services fournissent une approximation des tendances de la « compétitivité-prix » d'une économie. Le recul des parts de marché de la France mesurées en volume a été plus tardif que celui des parts de marché exprimées en valeur. Il s'opère depuis 2002 dans le premier cas, alors qu'il s'est amorcé en 1999 pour les exportations en valeur. Cette situation s'explique par un recul du prix relatif des exportations françaises par rapport à celui des exportations de biens et services de la zone euro.

La compétitivité-prix des exportations françaises s'est ainsi améliorée par rapport à l'ensemble de la zone euro de 1999 à 2004. Une stabilisation du prix relatif des exportations est intervenue depuis cette date. La dérive des prix à l'exportation a été bien moins vive en France que ne l'a été celle des prix italiens. A l'inverse, ils ont progressé plus rapidement que ceux des exportations allemandes de biens et services depuis 2003. Mais une inflexion apparaît au deuxième trimestre 2008.

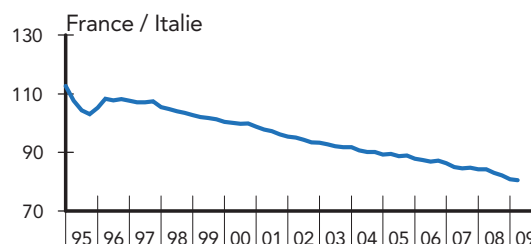
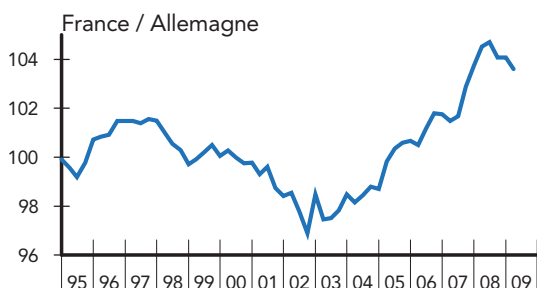
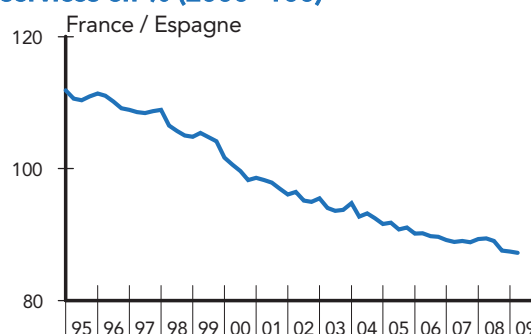
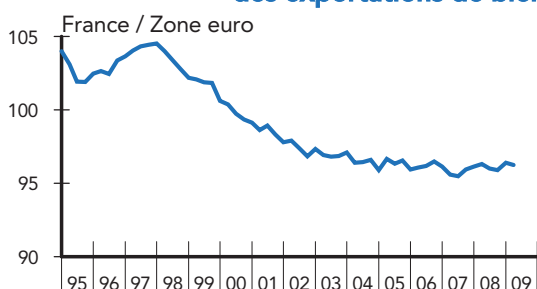
Exportations de biens et services France / Zone euro



Sources : Eurostat, Insee

© Coe-Rexecode

Evolutions comparées des déflateurs des exportations de biens et services en % (2000=100)



Sources : Eurostat, INSEE

© Coe-Rexecode

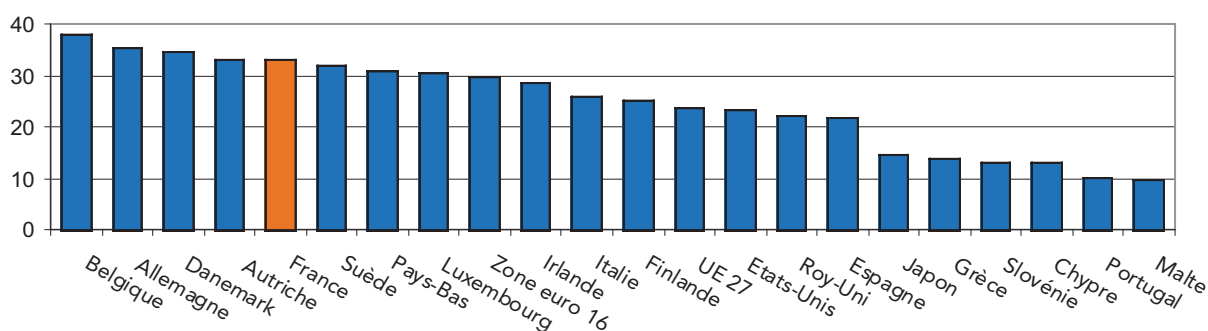


Les évolutions des coûts salariaux horaires

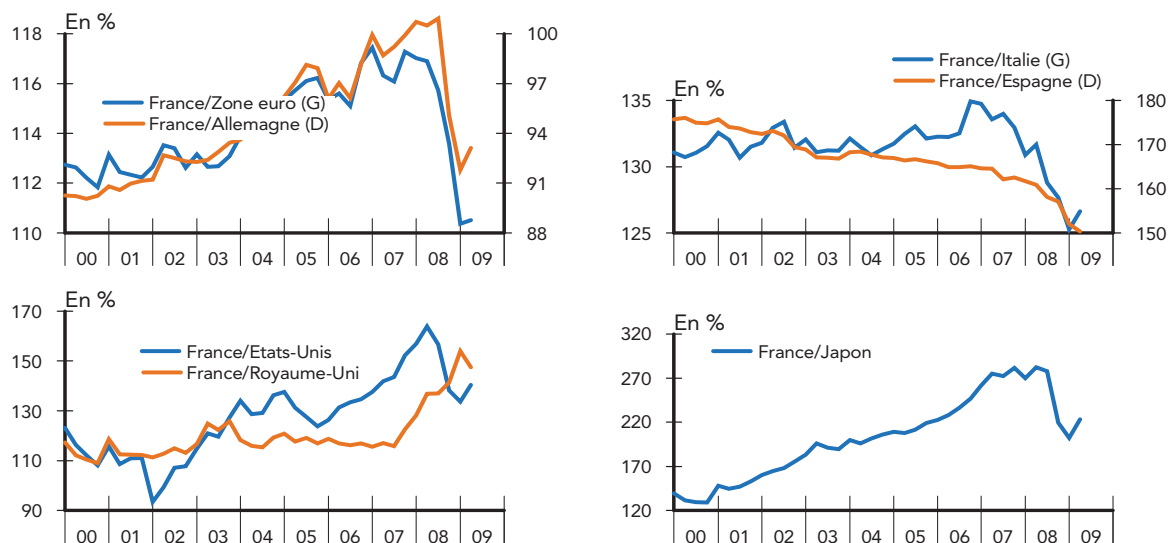
Les coûts salariaux horaires dans l'industrie manufacturière en France, tels qu'estimés à partir des enquêtes publiées par Eurostat, s'élevaient au deuxième trimestre 2009 à 33,1 euros par heure en France. Ce niveau est plus élevé que celui observé dans l'ensemble de la zone euro, au Royaume Uni, aux Etats-Unis, ou au Japon. Il est encore inférieur à celui observé en Allemagne ou en Belgique. De 2000 à mi-2008, les coûts salariaux horaires dans l'industrie manufacturière ont progressé nettement plus vite en France que dans les autres grands pays industrialisés, seule l'Espagne faisant exception de ce point de vue.

La période récente serait marquée par une évolution inverse. En effet, à l'exception de la France qui aurait vu ses coûts salariaux horaires diminuer, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la zone euro auraient vu les leurs augmenter brutalement fin 2008. Néanmoins, au cours du seul deuxième trimestre 2009, les coûts salariaux français semblent à nouveau progresser plus vite que ceux de ses partenaires commerciaux. Les évolutions récentes sont à prendre avec beaucoup de précaution. En particulier, la mesure du nombre d'heures travaillées paraît très imprécise en l'absence d'appréciation du nombre d'heures de chômage partiel au cours de la phase de récession, notamment en Allemagne. Les différences d'évolution de coûts salariaux horaires avec les pays extérieurs à la zone euro (Japon, Royaume-Uni, Etats-Unis) sont pour leur part dictées en grande partie par les effets de changes.

**Coûts salariaux horaires en 2008 en euros par heure effectivement travaillée
industrie manufacturière**



**Evolutions comparées des coûts salariaux horaires
dans l'industrie manufacturière**



Source : Eurostat

© Coe-Rexecode

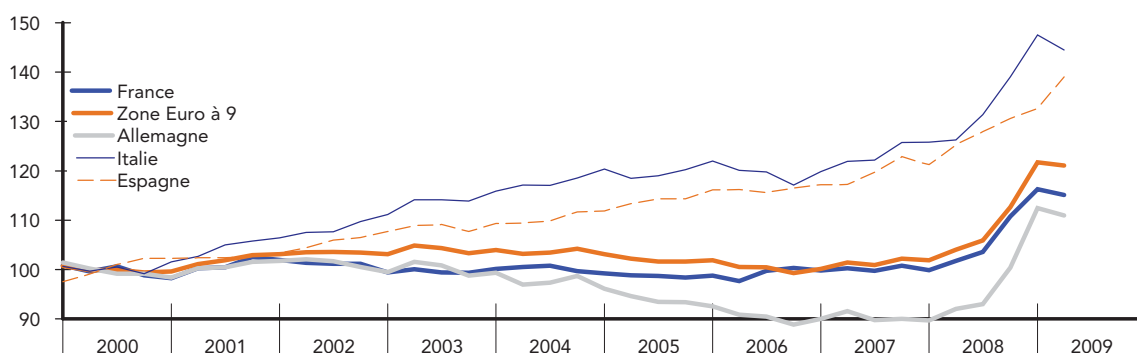


Les évolutions des coûts salariaux unitaires

Les indicateurs de coûts salariaux unitaires sont construits à partir des données de comptabilité nationale. Ils rapportent la masse salariale dans l'économie ou la seule industrie à la valeur ajoutée mesurée en volume. Ils évoluent sous l'effet conjoint des coûts salariaux et des gains de productivité. Sur la période allant du premier trimestre 2000 au troisième trimestre 2008, le coût salarial unitaire dans l'industrie manufacturière a peu évolué : les gains de productivité ont compensé la hausse de la rémunération des salariés. Au cours de la période de récession, l'ajustement de l'emploi a été plus faible que celui de l'activité de sorte que le coût salarial unitaire a vivement accéléré (+ 12,3% en deux trimestres). Sur la même période, les coûts salariaux unitaires allemands dans l'industrie manufacturière ont augmenté de 20,9%, après avoir baissé de 20,6% durant les années 2000.

Au-delà des mouvements brutaux intervenus durant la récession et qui seront probablement révisés depuis, les coûts salariaux unitaires en France ont évolué à un rythme proche de celui de l'Allemagne, mais à un rythme un peu moins rapide que celui des coûts salariaux unitaires de la zone euro fin 2006.

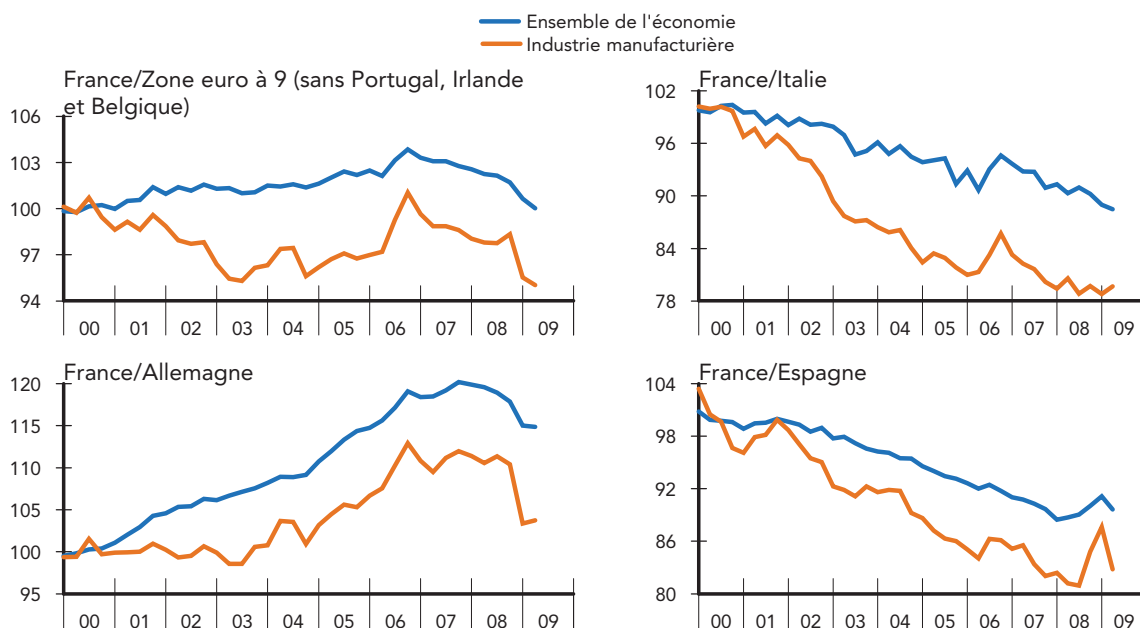
Coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière (base 2000=100)



Sources : Eurostat

© Coe-Rexecode

Evolution comparée des coûts salariaux unitaires (2000=100)



Source : Commission européenne (Eurostat)

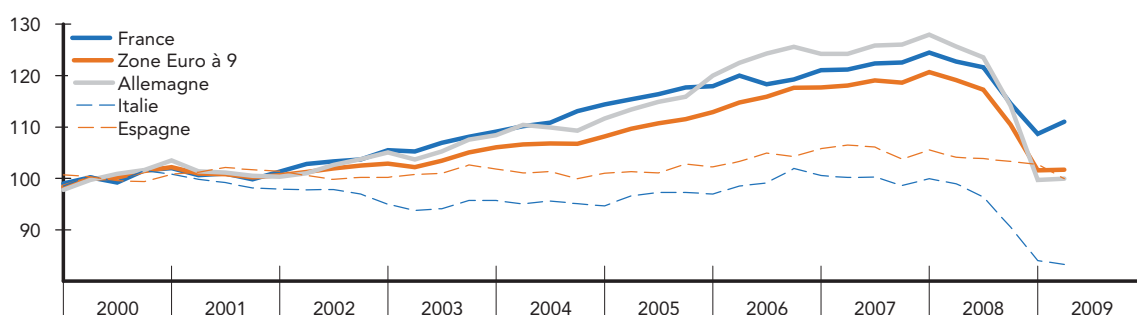
© Coe-Rexecode



Productivité apparente du travail

Les écarts constatés entre les différents pays de la zone euro en matière de progression des coûts salariaux unitaires dans l'industrie manufacturière au cours des dix dernières années résultent notamment des évolutions différenciées de la productivité apparente du travail, définie comme le nombre d'unité de valeur ajoutée produite par employé. Les évolutions de la masse salariale chargée par tête ont en revanche été plus homogènes. Ainsi, entre 1997 et 2008, la productivité apparente du travail dans l'industrie manufacturière française a progressé à un rythme supérieur de 30 points de pourcentage à celui observé dans l'industrie manufacturière italienne, ce qui peut sembler quelque peu irréaliste. Vis-à-vis de l'Espagne, le constat est similaire. Après avoir enregistré une hausse de la productivité apparente du travail dans l'industrie manufacturière, entre 1999 et 2006, plus importante que celle de la France (4,1 % contre 3,2 % en taux de croissance annuel moyen), l'Allemagne a connu une chute significative entre 2006 et 2009. Depuis 2006, la productivité apparente dans l'industrie manufacturière en France s'améliore relativement à celle de l'Allemagne, ce qui s'est traduit dans un premier temps par un gain de 4,3 % contre 1,9 % jusqu'à l'apparition de la crise. Depuis lors ceci s'est reflété par une baisse relative moins importante de la productivité apparente, -10,8 % contre -21,9 %.

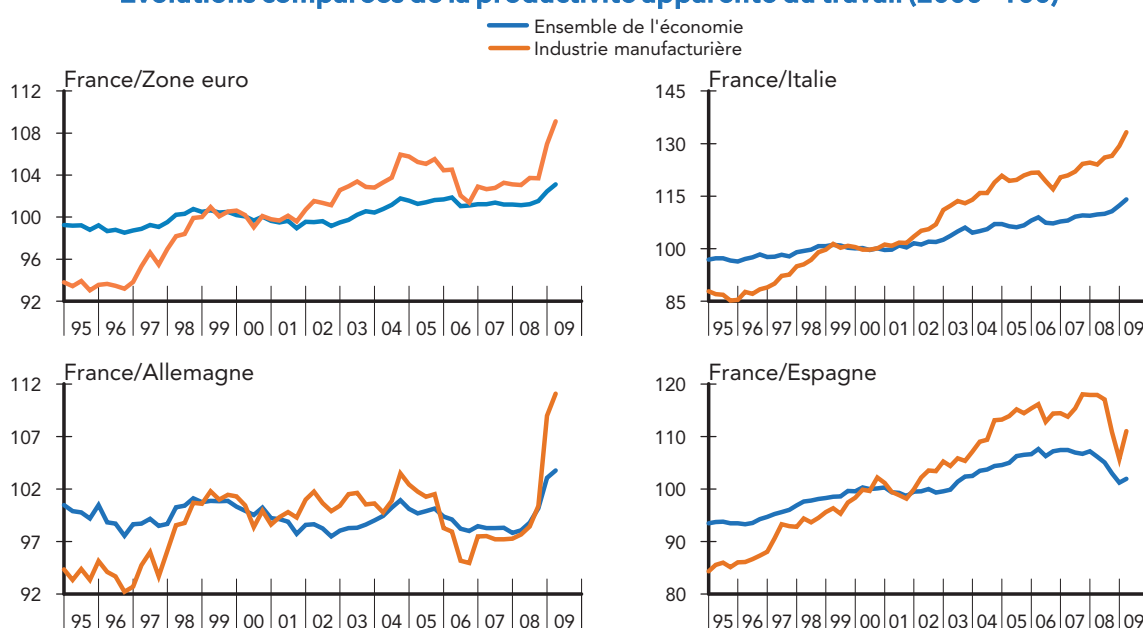
Productivité apparente du travail dans l'industrie manufacturière (base 2000=100)



Sources : Eurostat

© Coe-Rexecode

Evolutions comparées de la productivité apparente du travail (2000=100)



© Coe-Rexecode

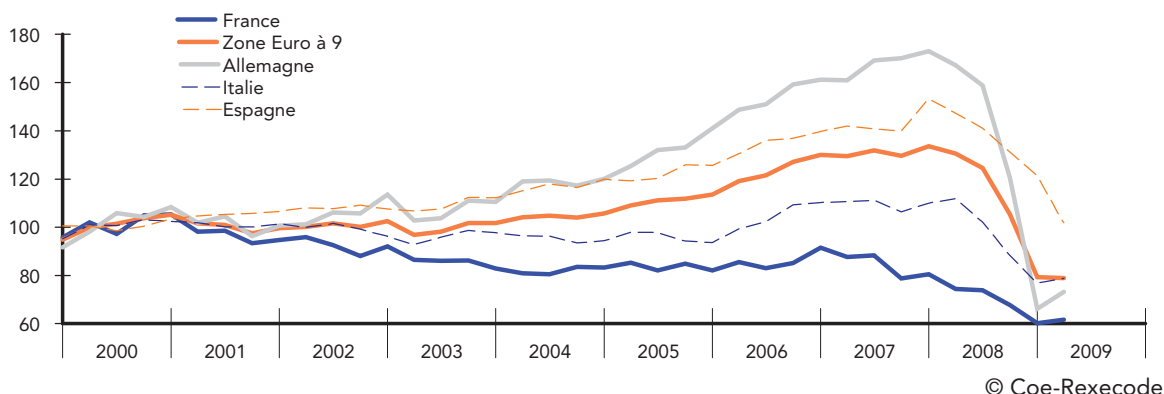


Résultats d'exploitation dans l'industrie manufacturière

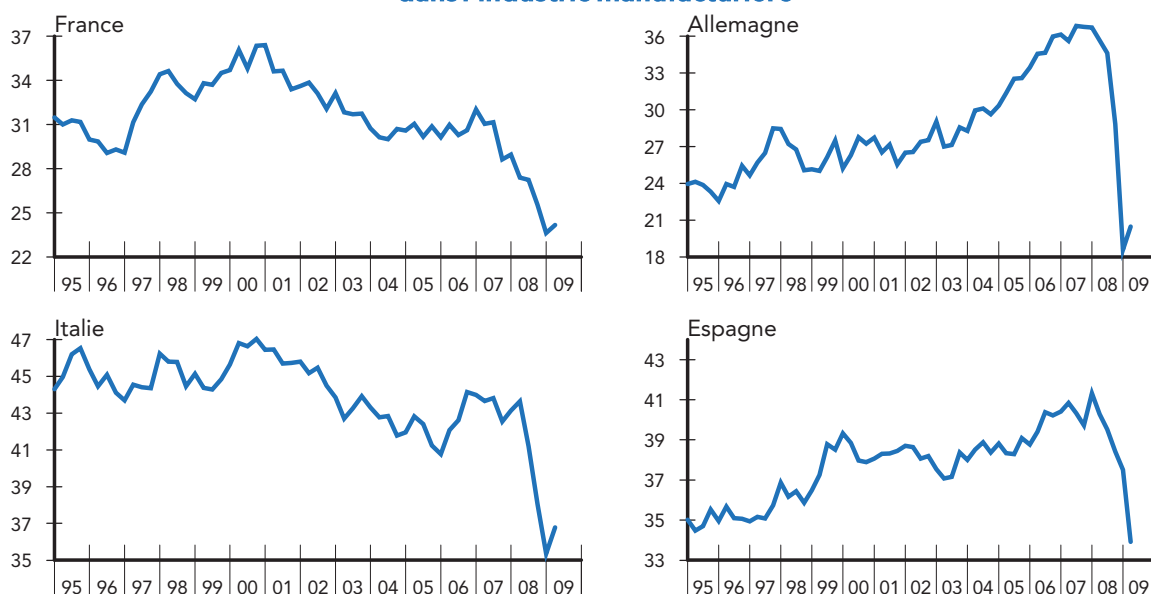
C'est en France que le recul de l'EBE de l'industrie manufacturière a été le plus fort de 2000 à 2008. Entre 2000 et 2007, il a baissé de 13,4% alors qu'il augmentait de 65,3% en Allemagne et de 30% dans la zone euro. Néanmoins, la chute consécutive à la récession a été moins forte en France, -17% en glissement annuel contre -56% pour l'Allemagne et -40% pour la zone euro.

Entre 2000 et 2008, le taux de marge des entreprises du secteur industriel manufacturier opérant en France s'est replié vivement (-5,7 points) avant de s'effondrer en 2008 (-5,3 points). Cette tendance peut être reliée à l'effort de marge à l'exportation plus élevé en France que dans la zone euro. Sur la même période 2000-2008, les entreprises allemandes augmentaient leurs marges de 11,5 points. Cependant, celles-ci ont été plus durement touchées que les françaises par la crise (respectivement -18,1 points contre -5,3 points) car dépendant plus des exportations. Les entreprises de l'industrie manufacturière italienne connaissent sensiblement la même évolution que les françaises. Elles ont toutefois moins diminué leurs marges sur la période 2000-2008 (-2,5 points).

EBE (+ impôts liés à la production) dans l'industrie manufacturière (base 2000=100)



EBE (avant impôts et subventions) / Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière



Source : Eurostat

© Coe-Rexecode

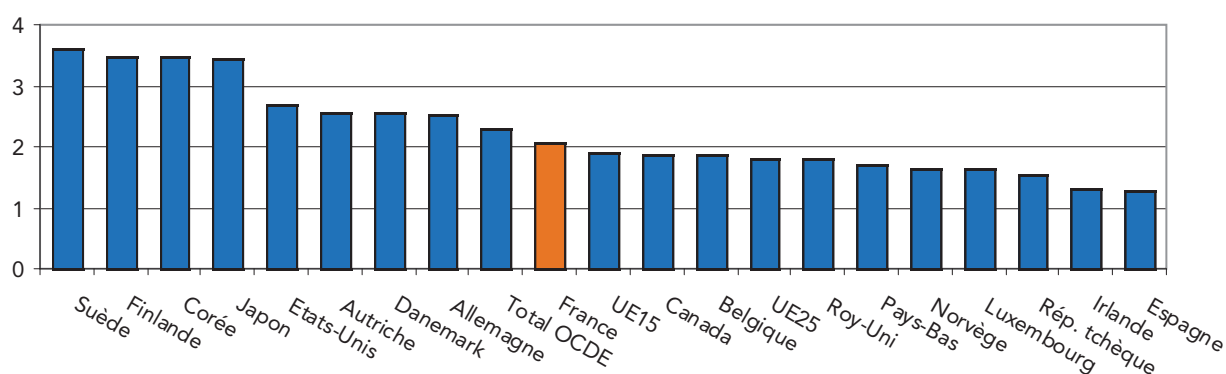


Innovation

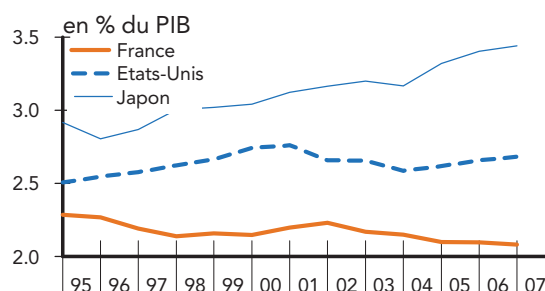
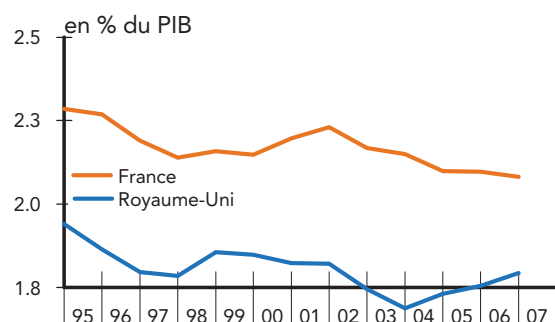
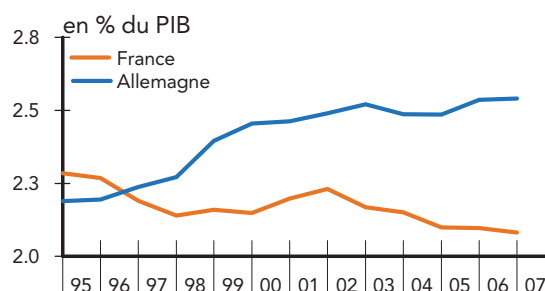
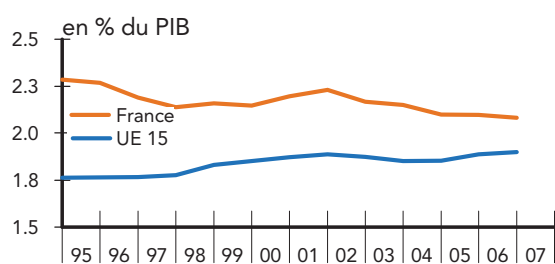
Dépenses intérieures en R&D

La France s'est classée au neuvième rang en 2007 pour ce qui concerne le montant des dépenses intérieures de recherche et développement rapporté au PIB en parité de pouvoir d'achat. Elle reste loin derrière le Japon, les Etats-Unis, et, au sein de la zone euro, la Finlande, l'Allemagne ou encore la Suède. L'écart vis-à-vis de ces pays s'est même un peu creusé au cours de la dernière décennie. La France se positionnait même légèrement moins bien que la moyenne des pays de l'OCDE en 2007. En revanche, le poids des dépenses intérieures de Recherche et développement dans le PIB de la France était supérieur à celui des dépenses intérieures de Recherche et développement dans le PIB des pays de l'UE 15 pris dans leur ensemble, mais l'écart de réduit. Il était de 5 dixièmes de point de PIB en 1995, il n'est plus que de 2 dixièmes de point de PIB. En 1995, la France dépensait un dixième de point de PIB de plus que l'Allemagne en R&D, en 2007 elle dépense 5 dixièmes de PIB de moins.

Dépenses intérieures de recherche et développement en % du PIB en 2007



Evolutions comparées des dépenses intérieures de R&D (en % du PIB, valeur - PPA)



Source: OCDE

© Coe-Rexecode

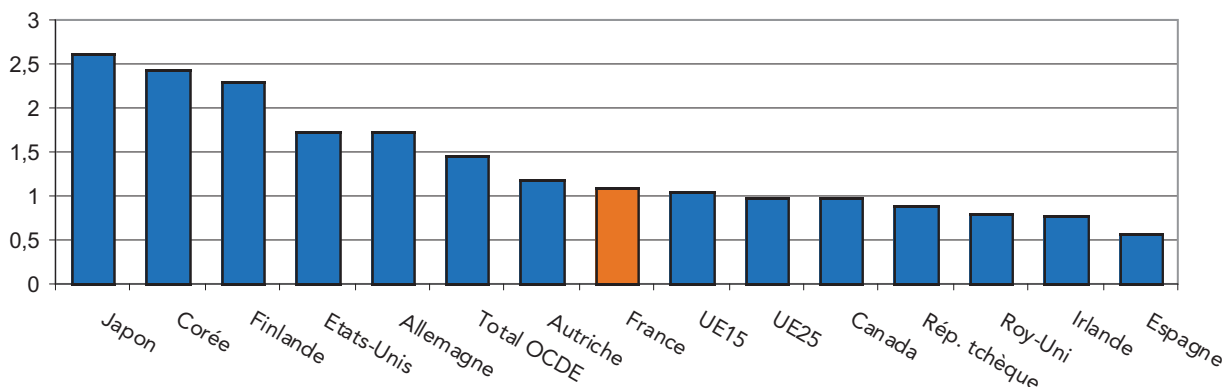


Innovation

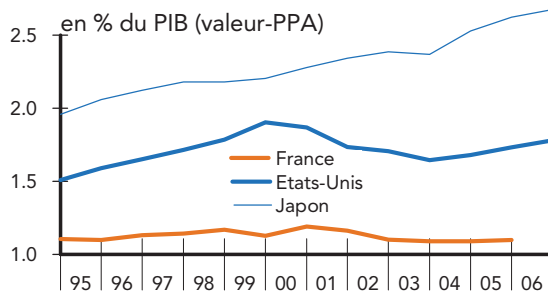
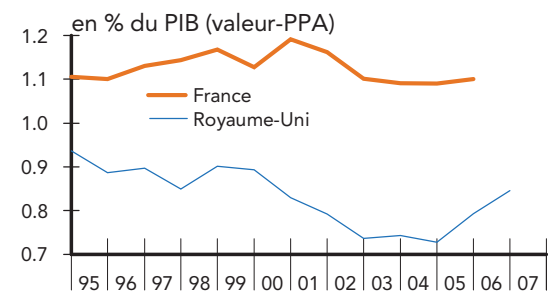
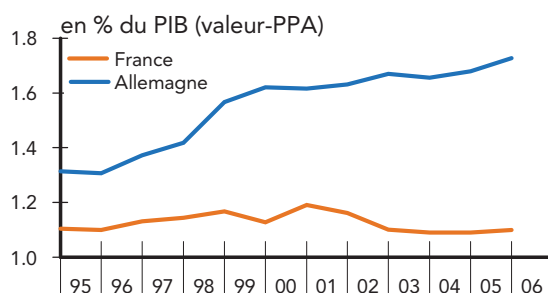
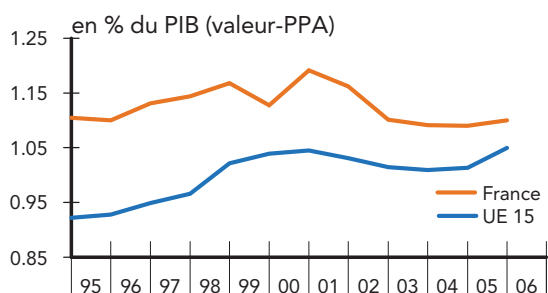
Dépenses intérieures en R&D des entreprises

En 2006, dernière année connue, la France se classe au septième rang des pays de l'OCDE pour le montant des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises rapporté au PIB en parité de pouvoir d'achat, loin derrière le Japon, les Etats-Unis, et, au sein de la zone euro, la Finlande et l'Allemagne. Les écarts sont même plus importants que ceux concernant le poids dans le PIB des dépenses de recherche et développement prises dans leur ensemble et se sont également légèrement creusés au cours de la dernière décennie. Ainsi, en 1995 les dépenses en R&D des entreprises françaises étaient inférieures de 0,2 point de PIB à celles allemandes. En 2007, l'écart entre ces dépenses représente 0,6 point de PIB : c'est donc la composante R&D des entreprises qui explique l'écart croissant avec l'Allemagne. En diminution depuis son point haut en 2001 (1,19%), la part des dépenses intérieures en R&D des entreprises dans le PIB repart pour la première à la hausse fois en 2006, passant de 1,09% à 1,10%. La montée en puissance du crédit-impôt-recherche, modifié en 2008, pourrait stimuler les dépenses en Recherche et développement réalisées par les entreprises.

Dépenses intérieures de recherche et développement en % du PIB en 2007



Evolutions comparées des dépenses intérieures de R&D des entreprises (en % du PIB, valeur-PPA)



Source: OCDE

© Coe-Rexecode

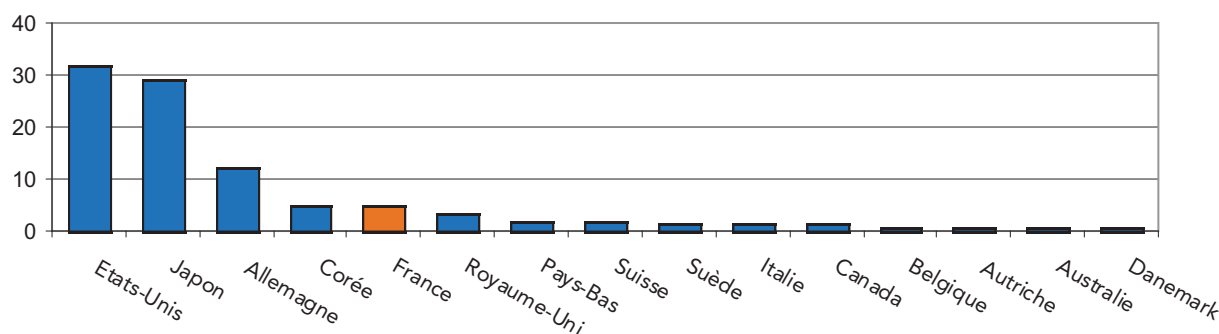


Innovation

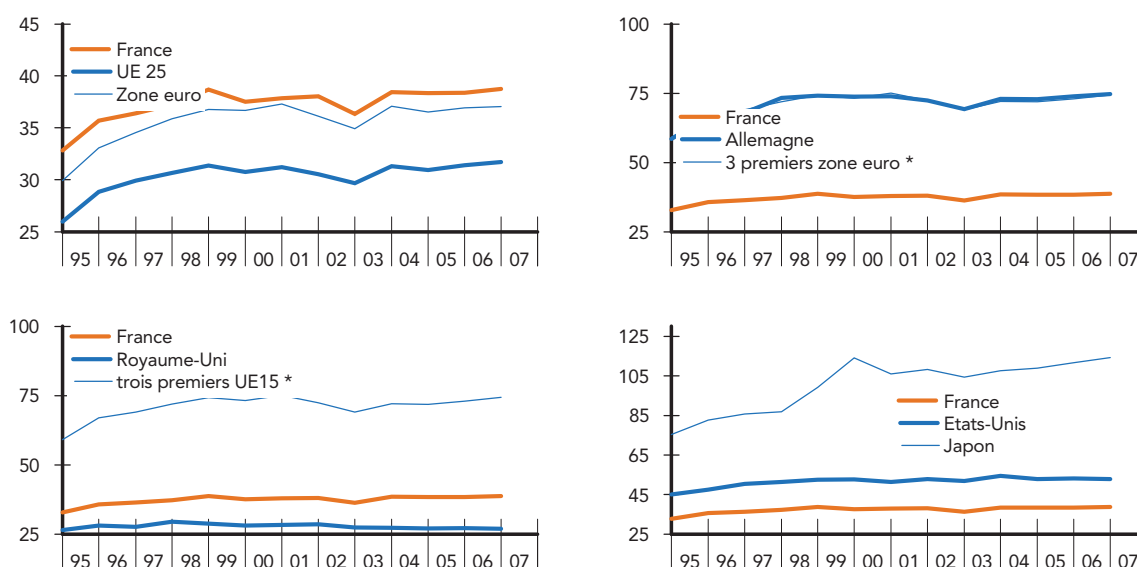
Familles de brevets triadiques

Mesurée au travers des dépôts de familles triadiques de brevets, la performance de la France en matière d'innovation apparaît nettement en retrait de celle des Etats-Unis, du Japon, de l'Union européenne et de l'Allemagne. Certes, la faiblesse de la part de la France dans l'ensemble des familles de brevets triadiques revenant aux pays de l'OCDE relativement à celle des Etats-Unis, du Japon, de l'Union européenne et de l'Allemagne n'est pas surprenante, compte tenu des différences de taille relative. Toutefois, même en rapportant le nombre de familles de brevets triadiques revenant à chaque pays à leur population respective de manière à limiter ce biais, les performances de la France apparaissent nettement en retrait de celles des Etats-Unis, du Japon et au sein de la Zone euro, de l'Allemagne, de la Finlande et des Pays Bas. Bien plus, l'écart semble s'être creusé depuis quelques années. La performance de la France reste en revanche meilleure que celle du Royaume Uni, de l'Espagne et de l'Italie, à la fois en termes absolus et une fois prises en compte les différences de taille relative.

Part dans les familles triadiques de brevets en % des familles triadiques de brevets revenant aux pays de l'OCDE en 2007



Evolutions comparées des brevets triadiques
Famille de brevets triadiques par millions d'habitants



Source: OCDE

*selon le nombre de brevets (2005), hors France

© Coe-Rexecode



Centre d'Observation Economique et de Recherches pour l'Expansion de l'Economie et le Développement des Entreprises

29 avenue Hoche - 75008 PARIS - Tél. (1) 01 53 89 20 89 - Fax (1) 01 45 63 86 79 - www.coe-rexecode.fr